

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2287

Edition du
25 mai 2020

DANS CE NUMÉRO

Une fiscalité plus équitable s'impose (Jean-Daniel Delley)

La crise sanitaire et son coût devraient susciter l'adoption d'un impôt plus juste

Savoir de quelle crise on parle (Benoît Genecand)

L'Etat est très sollicité, il y aura des situations critiques, mais globalement la Suisse surmontera la crise économique

Transports: payer autrement et voir loin (Michel Rey)

La tarification de la mobilité pour mieux gérer le trafic et assurer le financement des infrastructures

Géopolitique et pandémies (Michel Béguelin)

Et si la futurologie de la Central Intelligence Agency n'avait pas tout faux. Une lecture de son «Monde en 2030»

Une fiscalité plus équitable s'impose

La crise sanitaire et son coût devraient susciter l'adoption d'un impôt plus juste

Jean-Daniel Delley - 24 mai 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36738>

Le Conseil fédéral a débloqué rapidement les crédits indispensables à la compensation au moins partielle de la chute des revenus provoquée par l'arrêt brutal d'une part importante de l'activité économique. La liste des aides est d'ailleurs loin d'être close comme le montre la récente [décision](#) de l'exécutif de verser 14,2 milliards dans la caisse de l'assurance chômage.

La Suisse n'est guère habituée à de telles libéralités, elle qui tire fierté de son usage prudent des deniers publics. A force d'excédents budgétaires, n'a-t-elle pas réduit sa dette de 124 à 97 milliards en l'espace de dix sept ans? Et ce grâce au [frein à l'endettement](#), un mécanisme qui met le holà à la propension dépensière des autorités.

La facture des coûts de la pandémie pour les finances publiques n'est pas encore connue, mais pour le grand argentier fédéral les comptes 2020 devraient afficher un déficit de 30 à 50 milliards.

Tout le monde s'accorde certes sur le fait que la crise actuelle a nécessité une suspension du frein. Mais tout le monde, ou presque, estime qu'il faudra bien à terme éponger cette dette. Pourquoi ce souci alors que l'emprunt ne coûte actuellement rien, voire même rapporte?

Priorité aux investissements

Éviter une profonde dépression, telle est aujourd'hui la priorité. L'économiste [Sergio Rossi](#) le souligne: le soutien temporaire aux entreprises et aux revenus des salariés ne suffira pas. C'est à un véritable programme de relance des activités répondant à l'intérêt général qu'il en appelle.

John Maynard Keynes a certes disparu des écrans de la théorie économique dominante. Pourtant l'exemple du *New Deal* du président Franklin D. Roosevelt mérite considération. C'est par des investissements publics massifs que la crise de 1929 a pu être surmontée.

Or le besoin de tels investissements ne manque pas. La pandémie a mis en lumière le rôle essentiel des activités assurant les besoins de base (le *care*, en français). Non seulement le système de santé, mais encore les soins aux enfants, aux personnes souffrant de handicap ou aux personnes âgées, le nettoyage et la vente des produits de première nécessité ou les nouvelles mesures logistiques.

Toutes les activités dont les acteurs, des femmes et des étrangers en majorité, figurent le plus souvent au bas de

l'échelle des rémunérations. Revalorisation des salaires, renforcement des effectifs par des offres suffisantes de formation, service public de crèches adapté à la demande, notamment. Les chantiers qui exigent des moyens financiers ne manquent pas.

Priorité à la dette environnementale

S'il est une dette qu'il s'avère urgent d'amortir, c'est bien celle que nous avons contractée auprès du climat et de l'environnement. Si la Suisse compte respecter les engagements pris dans le cadre de [l'Accord de Paris](#), elle se doit de mettre les bouchées doubles.

En effet, elle [tarde](#) à développer les énergies solaire et éolienne et à conformer son parc immobilier aux normes énergétiques frugales. Ses institutions financières ([DP 2280](#)) persistent à investir dans les énergies fossiles. Sa politique agricole table toujours sur une culture intensive à base d'intrants chimiques ([DP 2274](#)) et sa gestion du territoire conduit à restreindre de plus en plus les milieux naturels.

Une rectification rapide de ces politiques exigera des dépenses importantes. Retour à Keynes et au *New Deal* américain. Pour

financer son ambitieux programme économique, Roosevelt fit passer le taux d'imposition des bénéfices de 20 à 70% et le taux marginal sur les hauts revenus à 90%.

Le président américain visait non seulement des ressources supplémentaires, mais aussi et surtout une réduction drastique des inégalités. Le pari fut tenu et l'économie reprit vie.

En comparaison internationale, la Suisse connaît un taux d'endettement modeste, 41% du PIB. Pourtant, dans les camps de la droite, on craint que la progression de la dette fasse peser un poids trop lourd sur les générations futures.

Chacun selon ses moyens

D'où la perspective de programmes d'économies. Cependant, si l'on rogne sur les dépenses d'infrastructures ou de formation et si l'on réduit les efforts en matière de

transition énergétique et de climat, ce sont précisément les futures générations qui en pâtiront.

La Suisse peut certes emprunter à bon compte vu les conditions actuelles du marché. La [WOZ](#) rappelle à juste titre que la dette publique est pour l'essentiel détenue par des investisseurs helvétiques. A la dette publique correspond donc une fortune privée.

Et la répartition de cette fortune privée est foncièrement inégalitaire, un pour cent des plus fortunés s'en partageant 40%, soit quelques 1'000 milliards de francs. Alors plutôt que recourir à l'emprunt et en faire porter la charge à l'ensemble des contribuables, pourquoi ne pas ne pas imposer plus ce un pour cent: un taux de 3% rapporterait quelque 30 milliards sans que cette fortune soit érodée?

Pourquoi ne pas reconsidérer l'imposition des successions, abandonnée par la presque totalité des cantons, alors que les sommes léguées chaque année ne font que croître, de 36 à 95 milliards en une décennie?

Pourquoi ne pas corriger l'erreur monumentale de la réforme de l'imposition des entreprises de 2019 qui réduit de manière drastique la taxation des bénéfices et exacerbe à tel point la concurrence à la baisse entre les États que les instances internationales sont en train de mettre un terme à cet assèchement des finances publiques?

Prendre en considération tous ces aspects permettrait de conduire le débat fiscal de manière démocratique en le libérant de la vision étroitement épicière dans laquelle il a tendance à se retrouver confiné.

Savoir de quelle crise on parle

L'Etat est très sollicité, il y aura des situations critiques, mais globalement la Suisse surmontera la crise économique

Benoît Genecand - 20 mai 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36709>

Les économistes adorent les chiffres. Ils aiment aussi le côté mathématique de leur science qui les distingue de la mollesse épistémologique des historiens, sociologues et autres philosophes. Surtout, ils adorent faire des prévisions et

déterminer ainsi en grande pompe la geste politique.

Dieu que la période Covid-19 est propice à l'exercice! Après avoir [dit](#) en décembre que «*la dynamique conjoncturelle de base devrait être sensiblement*

la même en 2020 qu'en 2019», les stratèges du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) [annoncent](#) maintenant «*le plus fort recul depuis des décennies*». Ajoutant que, «*par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte totale*

de PIB s'élèverait à plus de 30 milliards de francs au total (valeur nominale)». Il serait malvenu de leur reprocher de ne pas avoir vu venir la pandémie. Qui l'a vue venir? On peut cependant se demander si leur nouvelle vision du futur n'est pas contaminée par un pessimisme d'origine virale.

Comme des moustiques

Le 22 avril dernier, le Conseiller fédéral Ueli Maurer, pressé par les questions des journalistes, [annonçait](#) 30 à 40 milliards de pertes pour la Confédération en 2020. On sait le bon sens de ce grand argentier. On connaît sa méthode un tantinet chafouine: prédire des pertes en début d'année pour limiter la gourmandise des parlementaires et s'extasier en fin d'année devant les «*bonnes surprises*».

Il a fait le coup combien de fois déjà? Et là, il a de quoi redoubler de prudence devant la horde de solliciteurs rivalisant de scénarios catastrophe pour justifier les besoins des différents secteurs: tourisme, aviation, restauration, indépendants, salariés, personnel hospitalier, crèches, culture, personnes en situation de handicap, start-up, sport, aide internationale, sans oublier, bien sûr, l'agriculture.

Les *lobbys* actifs dans la Berne fédérale sont comme les moustiques après l'orage bien à leur aise dans les zones humidifiées par l'argent de la Confédération.

Alors, face aux augures d'Ueli Maurer et à son [malaise tardif](#), ainsi qu'aux scénarios pessimistes du SECO, il est permis de garder la tête froide et l'esprit critique, de prendre quelques minutes pour voir si ces trous annoncés ne sont pas que des illusions d'optique.

Commençons par une hypothèse: la Suisse a fini son confinement et il n'y en aura pas d'autres. Hypothèse hardie certes, mais pas plus que celles qui fleurissent et annoncent la recrudescence de la pandémie et des lendemains qui déchantent. Forts de cette hypothèse, un confinement et c'est tout, examinons l'état de l'économie.

Certains, comme le président Emmanuel Macron, ont beau parler d'une guerre contre un ennemi invisible, Covid-19 n'a eu aucun impact sur l'appareil de production. Pas d'usines détruites, pas de routes barrées ni de lignes électriques couchées. Aucune haute école démolie, aucun laboratoire fermé, aucun barrage à l'arrêt ni aucune autre infrastructure endommagée. Tout fonctionne à merveille!

Le virus ne se nourrit apparemment pas de capital! La crise pourrait même avoir des répercussions positives, soit mettre en lumière le potentiel extraordinaire de la digitalisation et ses effets tant pratiques que psychologiques grâce au bond fait par les entreprises dans l'utilisation du travail à distance.

Aucun impact non plus sur les forces de travail. Il y a certes

malheureusement eu des morts (en Suisse, 1'614 selon le bilan de l'Office fédéral de la santé au 19 mai), mais cela ne changera rien à la situation du pays qui a connu depuis dix ans une [croissance continue](#) du nombre d'emplois pour dépasser les 5,1 millions fin 2019.

En fin d'année 2019, on [s'alarmait](#) encore régulièrement des difficultés de recrutement (il faut dire qu'alors on préparait diligemment le terrain politique contre l'initiative UDC pour une immigration modérée qui devait être votée en mai. Mais ceci est une autre histoire).

On rétorquera que la Suisse n'est pas une île. Que nous ne serons pas indemnes si l'économie mondiale sombre. Encore faudrait-il que l'économie mondiale ralentisse. Or les arguments sur l'état du capital et du travail formulés pour le niveau national valent également au niveau mondial.

S'ajoute un prix du pétrole deux fois plus bas qu'en 2019. Et l'on sait que l'abondance bon marché des hydrocarbures a toujours rimé avec croissance *boostée*.

Résistance, résilience ou colère

En outre, chaque économie ayant ses particularités, celle de la Suisse semble présenter une bonne résistance à cette crise spécifique. Le 21 avril, un communiqué de presse de l'Administration fédérale en [témoigne](#): les exportations

suisse ont augmenté au premier trimestre 2020.

Même les chiffres du mois de mars avec deux semaines de confinement sont en hausse. Comment est-ce possible? Le plus gros exportateur suisse se nomme: «*produits chimiques et pharmaceutiques*». Il faut croire que crise sanitaire et pharma prospères font bien la paire.

Bien sûr, certains secteurs souffriront en 2020. Quelques restaurateurs resteront sur le carreau. Quelques hôteliers et organisateurs d'événements auront des difficultés. D'autres indépendants, fleuristes, libraires, coiffeurs, tireront la langue. Et cela est bien dommage.

Il est certain aussi que nous ne battons pas cette année le record de passagers transportés par avion. Mais, à part les aéroports de Zurich et Genève, qui va s'en plaindre?

Le rendement de l'immobilier, surtout commercial, pourrait aussi être en dessous des attentes. Mais là encore, après tant d'années de vaches grasses, qui pleurera sur la

rémunération ralentie du capital placé dans la pierre?

Dans l'ensemble, on voit donc mal ce qui fonde les prévisions catastrophistes. D'autant que le gouvernement a mis sur la table des moyens colossaux pour que le moteur continue de tourner à plein régime.

Entre les 40 milliards de crédits qui assurent la liquidité des entreprises et le large soutien à l'assurance chômage qui permet aux salariés et indépendants de continuer à percevoir des revenus identiques ou quasi, ce qu'il fallait a été fait.

Pour le salarié-consommateur d'ailleurs, on peut gager que les dépenses qu'il n'a pas réalisées durant les huit semaines à la maison (voyages et restaurants annulés, autres achats différés) se traduiront par une augmentation de son épargne.

Les [comptes de virement des banques en Suisse](#) auprès de la Banque nationale suisse semblent en porter la trace. Ils passent à 526 milliards de francs fin mars, soit une hausse de 26 milliards en un mois.

Une infrastructure indemne. Une force de travail reposée par huit semaines de confinement. Une économie qui profite du fort besoin en équipements sanitaires et en médicaments. Une monnaie forte, qui garantit le pouvoir d'achat à long terme. Un endettement public modéré qui permet de faire face aux besoins de trésorerie. Tels sont les principaux attributs de l'économie en Helvétie.

Vous ne voulez pas finir sur de trop bonnes nouvelles? La balance commerciale du pays qui risque de battre des records cette année (exportations en hausse et importations en baisse) pourrait bien exciter la colère de quelques puissants partenaires, comme les Etats-Unis qui ont déjà la Suisse à l'œil dans ce domaine. La réussite économique résiliente de la Suisse va creuser l'écart avec plusieurs de ses voisins, amplifiant à terme les problèmes posés par l'immigration et mettant une pression générale sur les relations avec l'Union européenne.

Transports: payer autrement et voir loin

La tarification de la mobilité pour mieux gérer le trafic et assurer le financement des infrastructures

Michel Rey - 23 mai 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36733>

En 2016, le Conseil fédéral a présenté sa [stratégie](#) en

matière de tarification de la mobilité, définie comme «le

prélèvement d'une redevance liée à l'utilisation de

l'infrastructure et des services dans les transports individuels et dans les transports publics afin d'influer la demande».

La tarification n'implique pas de payer davantage, mais de payer différemment. Elle permet une meilleure application du principe du pollueur-payeur.

Trois objectifs sont annoncés: réduire les pics d'affluence, garantir le financement des transports pour le futur et réduire les coûts externes que sont les impacts du trafic sur l'environnement et la santé.

Agir sur la gestion du trafic

Après concertation avec les cantons, l'exécutif fédéral décide que l'objectif de la tarification est à *«long terme de mieux répartir la demande de mobilité sur la journée par l'introduction de redevances liées à l'utilisation et ainsi d'homogénéiser l'utilisation des infrastructures de transport routier et ferroviaire».*

Quiconque se déplace plus paie plus, et paie plus aux heures de pointe.

Le Département fédéral des transports (DETEC) est chargé de réfléchir, avec les cantons et les communes intéressés, à la mise en place de [projets pilotes](#) et de clarifier le cadre juridique nécessaire.

A fin 2019, le [Conseil fédéral](#) a confirmé sa volonté de mettre la tarification au service d'une meilleure utilisation des infrastructures de transport routier et ferroviaire, dans une perspective sur la durée du

financement de ces infrastructures.

Une analyse d'efficacité de la tarification menée dans la région de Zoug indique que cette tarification peut contribuer à la réduction des pics d'affluence. Les technologies nécessaires à son application existent et la protection des données est garantie.

Des moyens financiers sont certes disponibles grâce à la dotation du Fonds ferroviaire (FAIF) et du Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). Mais, *«étant donné que les aménagements dans les régions densément peuplées ne sont quasiment plus possibles faute d'espace et qu'elles sont très coûteuses»*, il s'agit d'examiner les options qu'offre la tarification de la mobilité.

Ne pas investir dans de nouvelles infrastructures, mais plutôt agir sur la gestion de la mobilité.

Assurer le financement des infrastructures

En ce qui concerne le financement à long terme, le Conseil fédéral constate que *«les avancées dans la réduction des émissions de CO2 générées par le trafic influent directement sur les recettes issues de l'impôt sur les huiles minérales, lesquelles manquent au FORTA, à la caisse routière (FSCR) et au budget de la Confédération».*

Or la mobilité explose tant dans le trafic individuel motorisé

que dans les transports publics. Les prestations devraient augmenter d'un quart d'ici 2030.

Le DETEC, en collaboration avec le Département des finances, doit élaborer un concept sécurisant le financement des infrastructures de transport. Il s'agit de remplacer l'impôt sur les huiles minérales par une autre redevance routière liée aux prestations.

Dans cette perspective, seront examinées les possibilités d'intégration ou non de la vignette autoroutière, de l'impôt sur les véhicules automobiles et de la redevance sur les véhicules électriques.

Sachant que les problèmes de transport sont particulièrement aigus dans les villes et agglomérations, un nouvel appel est lancé aux cantons et communes en vue de les associer à des projets expérimentaux de tarification de la mobilité.

Défis colossaux de la mise en œuvre

La consultation menée à propos de la stratégie formulée dès 2016 a révélé de nombreux désaccords entre les acteurs de la politique des transports ([DP 2091](#)).

Le lobby des automobilistes s'est opposé à des augmentations de prix et à l'utilisation de la tarification pour promouvoir un transfert modal défendu par les partisans des transports publics. Et des réserves sont

émises quant aux effets pervers pour les pendulaires qui n'ont pas le choix de leur déplacement quotidien.

En résumé, la taxation de la mobilité n'a guère de supporters. Mais le gouvernement continue de la privilégier pour résoudre les surcharges de trafic en milieu urbain.

En fixant la tarification de la mobilité avec comme objectif d'assurer son financement dans le temps, on doit reconnaître au gouvernement une bonne capacité d'anticipation. Car à terme, les coûts de la mobilité vont exploser. Et les ressources financières stagnent ou ont tendance à diminuer.

Des travaux d'Hercule sont à prévoir. Il s'agira de réviser la Constitution fédérale (qui prévoit l'utilisation gratuite des

routes) et de nombreuses législations concernant les compétences en matière de transports privés et publics.

D'une part, dans les agglomérations urbaines, le réseau routier est financé selon que les routes sont d'importance fédérale, cantonale ou communale. D'autre part, l'impôt sur les véhicules est une compétence cantonale.

Pour les transports publics, les entreprises exploitantes fixent elles-mêmes leurs tarifs, la Confédération se limitant à énoncer des principes via la loi sur les transports des voyageurs.

La multiplicité des acteurs impliqués dans les communautés tarifaires n'est pas de nature à faciliter la détermination des tarifs lors des pics d'affluence des trains.

Et, bien sûr, il y a la remise en question de l'abonnement général dont on connaît le succès.

Il importera de prendre connaissance de la disponibilité des cantons et des communes à participer aux projets modèles annoncés par la Confédération. Les effets de la crise du Covid-19 sur la mobilité pourraient les inciter à plus d'intérêt pour la mobilité tarifée. A suivre pour juger de son acceptabilité sociale et politique.

Des défis de taille sont donc à relever, d'autant plus que la poursuite des objectifs va accroître les points de divergences entre partisans et opposants. La tarification de la mobilité: une stratégie qui, selon le Conseil fédéral, demande une quinzaine d'années.

Géopolitique et pandémies

Et si la futurologie de la Central Intelligence Agency n'avait pas tout faux. Une lecture de son «Monde en 2030»

Michel Béguelin - 22 mai 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36727>

La détection précoce des problèmes constitue l'une des bases de l'action politique. A ce titre, le rapport de la *Central Intelligence Agency* (CIA), «[Le Monde en 2030 vu par la CIA](#)», situe les pandémies dans le cadre mondial des perturbations les plus graves - ce rapport se présentant

comme «*La Bible des puissants*», selon le bandeau de couverture de l'édition française en livre de poche parue en 2013, ne manque pas d'intérêt au temps du Covid-19.

Les 378 pages de cet ouvrage sont d'une lecture rendue exigeante par la densité des

données et des variables exposées. Le sérieux du document impressionne. Il présente une concentration probablement unique de compétences, pas seulement états-uniennes puisque 166 autres pays ont participé.

D'une part, l'ouverture d'esprit

est assumée, y compris l'autocritique: certes en dernière position, mais pour la première fois, les Etats-Unis figurent sur la liste des risques planétaires. D'autre part, les prévisions sont vérifiables dans la durée.

Vérification par l'exemple

Un exemple actuel à propos des risques de conflits, en l'occurrence la pénurie mondiale d'eau douce. Le rapport évoque le «*stress hydrique*» concernant 1,4 milliard de terriens. Le cas du Nil Bleu est cité, parmi beaucoup d'autres.

Un barrage sur ce fleuve, financé par la Banque mondiale, va créer prochainement le plus grand lac artificiel d'Afrique (trois fois le lac de Constance). L'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan sont concernés. Pas qu'un peu, des menaces de guerre ont été proférées.

Le correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Nairobi annonçait, le 17 janvier dernier, que l'administration américaine a convoqué à Washington les représentants des trois pays afin de fixer le rythme de remplissage du [lac du Nil Bleu](#).

Quatre ans pour la meilleure rentabilité des 6'500 mégawatts attendus du barrage éthiopien, vingt et un ans pour éviter le risque de famine aux quelque cent millions d'Egyptiens. Les discussions sont en cours. Dans ce cas, les Etats-Unis semblent

jouer leur rôle de première puissance mondiale. Sans doute pour éviter que quelqu'un d'autre vise la place.

Une nuance de taille

En matière de pandémies, *Le Monde en 2030* confirme ce que disait le précédent ouvrage établi à l'horizon 2025 ([DP 2282](#)). Sauf que la version actualisée contient un encadré intitulé «*Pandémies: questions sans réponse*». Deux phrases, rédigées en 2012 rappelons-le, offrent la possibilité à chacun de constater aujourd'hui la pertinence de la première, et la relative exactitude de la seconde.

«Un agent pathogène respiratoire nouveau facilement transmissible qui tue ou rend invalide plus de 1% de ses victimes est l'un des événements les plus déstabilisateurs possible.»

«De nouvelles découvertes biologiques prometteuses permettant d'identifier plus rapidement les agents pathogènes et de développer les vaccins et les médicaments appropriés existent: cependant de telles avancées peuvent être inadéquates pour contenir la menace.»

Chacun peut remarquer que si «*les découvertes prometteuses*» annoncées en 2012 ont conduit à une identification rapide de l'agent pathogène, elles n'ont pas encore permis de «*développer les vaccins et les médicaments appropriés*».

Cette situation est le reflet de la stratégie des grandes sociétés pharmaceutiques: négliger la prévention sous forme de vaccins pour se concentrer sur les effets des pandémies, beaucoup plus lucratifs avec l'explosion de la demande de médicaments. Voir la [féroce course actuelle](#).

Avant «America first»

Nouveauté fondamentale, le rapport 2030 présente les risques planétaires classés par ordre décroissant de gravité: «*Les cygnes noirs potentiels susceptibles d'entraîner les plus grandes perturbations*». Le premier est une «*grave pandémie*», le deuxième «*les changements climatiques accélérés*», le troisième «*l'effondrement de l'Euro/Union européenne*», suivi par «*un effondrement de la Chine ou son accès à la démocratie*».

On trouve ensuite «*une réforme de l'Iran, une guerre atomique ou cyberattaque, une tempête solaire*» et, huitième et dernier grave risque planétaire, «*un désengagement des Etats-Unis*».

Dans la multitude foisonnante de questions suivant la lecture de cette liste, le choix d'une seule. En 2012, la CIA estimait que l'accès de la Chine à la démocratie était «*susceptible d'entraîner les plus grandes perturbations*». Cette affirmation signifie-t-elle que le nonaccès de la Chine à la démocratie serait un avantage pour les Américains (et le reste de la planète)?

Toujours à propos de nouveautés, citons enfin une phrase de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) figurant dans le rapport: «*Les pandémies ont débuté subitement sans avertissement, elles se sont propagées à travers les populations mondiales à une vitesse effrayante et ont laissé des dommages considérables dans leur sillage*».

A l'heure actuelle, personne ne peut nier la justesse de cette phrase. Est-ce cela qui explique la colère du président Donald Trump à l'égard de l'OMS. Faut-il punir le porteur du message?

Une phrase qui assomme

Le dernier alinéa de l'encadré «*pandémies*» est consacré aux efforts en matière de vaccins et de médicaments. Et le rapport mentionne les formes de «*maladies résistantes aux médicaments [...] qui pourraient se propager, augmenter significativement les coûts de la santé et renvoyer de larges pans de la population à l'équivalent de l'époque pré-antibiotique*».

L'ultime phrase: «*Les avancées de l'ingénierie génétique d'ici à 2030 peuvent permettre à des dizaines de milliers d'individus de synthétiser et de*

transmettre ces nouveaux agents pathogènes, ce qui aggraverait une immense menace produite déjà naturellement». Ainsi parle «*La Bible des puissants*».

Cette phrase n'est pas là par hasard. Elle explique la première position des pandémies dans la liste des calamités à prévenir. Huit ans plus tard, avec les progrès réalisés dans l'intervalle en matière d'ingénierie génétique, elle est terriblement actuelle - dans le sens premier de l'expression. Son interprétation dans le cadre du bilan Covid-19 pèsera de tout son poids.

Or voilà que dans un article publié le 17 mai par la *NZZ am Sonntag* et intitulé «*Die Virenschmiede*» (La forge de virus), on annonce qu'une équipe de l'Université de Berne a réalisé, le 12 février dernier, le clonage du Virus Sars-Cov-2; un événement qu'elle a fièrement relaté dans la revue internationale «*Nature*».

«*La reconstruction d'un virus prend une semaine*» annonce l'équipe qui célèbre le résultat. Le journaliste scientifique de la *NZZ* dominicale, Martin Amrein, s'est renseigné sur la portée de cet «*exploit*» auprès de Kevin Esvelt, biologiste moléculaire travaillant au

Media Lab du *Massachusetts Institute of Technology*.

Cet expert, spécialiste en sécurité biologique, juge «*problématique*» l'article paru dans «*Nature*» puisqu'il détaille le protocole suivi - et le rend facilement reproductible, avec le risque de «*réveiller*» d'autres virus, plus agressifs que le Covid-19.

«*Une telle information, précisez-t-il, représente un grand danger, même utilisée sans mauvaise intention [...] Il ne faut pas rendre accessibles des savoirs trop dangereux.*»

Et l'article se termine sur un inquiétant constat: «*Nombre de scientifiques n'ont pas conscience d'un tel danger*». Des Suisses contribueraient-ils activement à l'aggravation du pire risque encouru par l'humanité d'ici 2030 tel qu'envisagé par le rapport de la CIA?

Au reste, «*La Bible des puissants*» déçoit les potentiels fidèles. Remplacer les chevaux de l'apocalypse par un vol de cygnes noirs n'apporte pas une puissante contribution au bien-être de l'humanité. Par contre, elle constitue un document solide, pour la détection précoce des problèmes afin d'apprendre, par exemple, à tirer à la même corde.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Une fiscalité plus équitable s'impose

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-79205.html>

<https://www.parlament.ch/fr/%C3%BCber-das-parlament/parlamentsw%C3%B6rterbuch/parlamentsw%C3%B6rterbuch-detail?WordId=196>

<https://blogs.letemps.ch/sergio-rossi/2020/05/11/la-crise-economique-sera-pire-que-le-coronavirus/>

https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/climat--affaires-internationales/l_accord-de-paris-sur-le-climat.html

<https://www.energiestiftung.ch/medienmitteilung/die-schweiz-hinkt-bei-solar-und-windstrom-europa-hinterher.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/36303>

<https://www.domainepublic.ch/articles/36120>

<https://www.woz.ch/2020/wer-soll-die-krise-bezahlen/der-generationenschwindel>

Savoir de quelle crise on parle

<https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-77487.html>

<https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/seco/nsb-news.msg-id-78887.html>

<https://www.youtube.com/watch?v=7aMGJ0tDOzM&list=PLEnHzNShzOwbxmvpk7ajVhE3m1mO6h6p9&index=6>

<https://www.nzz.ch/schweiz/finanzminister-maurer-im-interview-zur-corona-krise-ld.1553979>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/statistique-emploi.html>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois.assetdetail.12007635.html>

<https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/60995.pdf>

[https://data.snb.ch/fr/topics/snb#!/cube/snbbipo?fromDate=2019-03&toDate=2020-03&dimSel=D0\(N,GB,VB,GBI,US,VRGSF,ES,UT,VF,AIWFS,SP,RE,T1\)](https://data.snb.ch/fr/topics/snb#!/cube/snbbipo?fromDate=2019-03&toDate=2020-03&dimSel=D0(N,GB,VB,GBI,US,VRGSF,ES,UT,VF,AIWFS,SP,RE,T1))

Transports: payer autrement et voir loin

<https://www.astra.admin.ch/astra/fr/home/themes/mobility-pricing/elements-cles.html>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques/communiques-conseil-federal.msg-id-62452.html>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques/communiques-conseil-federal.msg-id-77534.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/27998>

Géopolitique et pandémies

<https://livre.fnac.com/a6359600/Collectif-Le-monde-en-2030-vu-par-la-CIA>

<https://epaper.nzz.ch/#article/6/Neue%20Z%C3%BCrcher%20Zeitung/2020-01-17/5/255894549>

<https://www.domainepublic.ch/articles/36427>

<https://www.letemps.ch/economie/raisons-sousfinancement-recherche-vaccins>

<https://www.moneyland.ch/fr/cygne-noir-definition>